



Plus vite et plus fort contre ce gouvernement !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure – Mai 2014

Manuel Valls ne perd décidément pas de temps. En réponse au rejet de la politique Hollande-Ayrault exprimé aux élections municipales, il met en œuvre encore plus brutalement les exigences du MEDEF. Pour compenser les cadeaux au patronat, il lance un plan de 50 milliards d'économies d'ici 2017.

Attaque brutale contre les services publics et la santé

Le gel des salaires des fonctionnaires, commencé en 2010, est prolongé jusqu'en 2017. Dans tous les services publics, les effectifs seront passés à la moulinette, avec les conséquences inévitables pour les usagers et une dégradation des conditions de travail des personnels. Les économies imposées à l'assurance-maladie vont entraîner des réductions du nombre d'hôpitaux et du nombre de lits, mise en commun des blocs opératoires, réduction du personnel.

Contre les plus démunis

Les caisses de Sécurité sociale devront faire 1,2 milliards d'économies : les queues aux guichets, les délais de traitement des dossiers vont s'allonger et les contrôles de toute sorte vont réduire les prestations aux plus démunis. Les maigres mesures prévues par le plan anti-pauvreté d'Ayrault sont reportées : la hausse du Revenu de solidarité active (RSA), prévue en septembre 2014 est reportée d'un an comme celles du complément familial et de l'allocation de soutien familial. Au total 15 millions de retraités, 7 millions de foyers avec enfants et plus de 6 millions de bénéficiaires d'aides au logement verront ainsi leur pouvoir d'achat diminuer.

Les 11 milliards d'économies qui devront être faites par les collectivités locales pénaliseront d'abord tous celles et ceux pour qui les services sociaux et culturels des villes ou régions permettaient de tenir la tête hors de l'eau.

Les retraites complémentaires seront encore touchées même si le patronat et les confédérations CFTD, CFE-CGC et CFTC ont déjà accepté des « économies », notamment pour l'AGIRC-ARRCO où les pensions sont revalorisées moins que l'inflation.

Pas de négociation, mobilisation !

Le plan Valls-Hollande vise à faire financer par les salariés modestes, chômeurs, retraités les cadeaux au patronat. Aucune direction syndicale ne doit accepter de négocier ou discuter ces reculs sociaux. Plus que jamais le dialogue social est une impasse totale.

D'autant plus que les exigences du MEDEF sont sans fin. Remise en cause du SMIC, des 35 heures (auxquelles Valls est depuis longtemps défavorable), liquidation de la Sécurité sociale, sont dans ses tiroirs.

Le plan Valls ne peut s'amender contrairement à ce que prétendent faire des députés PS et ce gouvernement ne changera pas de cap. Il ne reculera que quand il aura plus peur de la mobilisation populaire que des marchés financiers. Le succès de la manifestation unitaire du 12 avril ne peut être qu'un premier pas. Le mois Mai est inscrit comme mois de grandes mobilisations dans l'histoire du mouvement ouvrier et populaire : 1936, 1968 et pourquoi pas 2014 ?

IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.

Pour prendre contact avec nous

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Philippe THOUEMENT, 9 bis, rue du 11 novembre - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27 hotmail.fr

Site : bulletindestravailleursover-blog.com

Facebook : Npa-infos Fédé-eure